

# Sénat-gouvernement : clash au sommet

Le Sénat a choisi de saisir la justice non seulement sur le cas de Benalla mais sur plusieurs proches du président. Edouard Philippe n'a pas apprécié ce qu'il qualifie d'instrumentalisation et l'a fait savoir.

**É**douard Philippe aime bien le Sénat. En pur politique, l'ancien maire du Havre chérit la Chambre haute. Il reconnaît aux sénateurs un savoir-faire de fins législateurs et juge que la France a de la chance d'avoir le Sénat qui toujours privilégie la raison à la passion. Seulement voilà. Hier les sénateurs ont perdu des points dans l'estime du Premier ministre. Et il l'a fait savoir. Avec une chaise vide. Le chef du gouvernement ne s'est pas rendu à la séance des questions au gouvernement du Sénat. Une première. Le fauteuil vide du chef du gouvernement est un camouflet.

## La colère froide de Matignon

Le motif de la colère froide d'Édouard Philippe est lié à l'affaire Benalla. Le bureau du Sénat, à majorité de droite, mais qui compte aussi de nombreux socialistes, a choisi de saisir la justice du cas d'Alexandre Benalla (c'était prévisible), de son acolyte Vincent Crase (ça l'était aussi). Mais il transmet également les cas de trois autres collaborateurs de l'Élysée haut placés : Alexis Kohler (secrétaire général), Patrick Strzoda (directeur de cabinet), et le général Lionel Lavergne (chef du groupe de sécurité). L'entourage direct du Président Macron.

Benjamin Griveaux, porte-parole du gouvernement, a mis l'ambiance dès le début de l'après-midi, parlant d'un « acte politiquement bas et moralement très grave ».

## L'Assemblée aussi boude

Comme si cela ne suffisait pas, le président de l'Assemblée nationale a annulé une conférence de presse qu'il devait tenir aujourd'hui avec son homolo-



Le Premier ministre est en colère contre le Sénat et son président et l'a fait savoir. PHOTO IAN LANGSDON/AFP

gue du Sénat, Gérard Larcher. Une initiative concertée avec Matignon.

Un familier de l'Élysée reconnaît des erreurs dans la gestion de l'affaire Benalla, mais explique sous couvert d'anonymat que s'en prendre à l'honnêteté d'Alexis Kohler et à Patrick Strzoda, c'était la ligne rouge à ne pas franchir. « Philippe Bas, le président de la commission d'enquête, a demandé de nombreux documents à l'Élysée et ils se sont tous retrouvés dans la presse », précise cette même source.

Tous les élus de la majorité dénoncent l'absence de motivation juridique et l'instrumentalisation politique. « Depuis le début il n'y a aucune recherche de vérité. Juste une tentative de déstabilisation du pouvoir », enrage Laurent Saint-Martin, député LREM du Val-de-Marne. Les sénateurs se justifient par leur rôle de contrôle du gouvernement.

## Les Français peu attachés au sénat

« C'est simplement l'application du droit, rien que le droit », indique Gérard Larcher. Pour certains sénateurs, comme le centriste Hervé Marseille, le Sénat est malgré tout allé « un peu loin ».

Quelle conséquence aura cette fâcherie au plus haut sommet de l'État ? À Matignon, on joue l'apaisement. « On n'est pas dans une bataille rangée avec le Sénat. Le Premier ministre y retournera. Mais il ne pouvait pas ne rien faire », indique l'un de ses conseillers.

L'Élysée et le Sénat ont besoin l'un de l'autre. Le premier pour faire passer sa réforme constitutionnelle et le second pour continuer à exister politiquement à un moment où certains Français proposent de le supprimer. La bouderie réciproque ne durera donc pas. Mais elle laissera des traces. ■

Nathalie MAURET

## NOUVELLES MISES EN EXAMEN DE BENALLA

Alexandre Benalla a écopé mercredi de nouvelles mises en examen, concernant d'autres faits de violences en marge du défilé parisien du 1er-Mai et pour l'épisode du selfie le montrant avec une arme. L'ex collaborateur du président a été mis en examen pour « port et détention non autorisée d'armes de catégorie B », et pour « immixtion dans l'exercice d'une fonction publique » et « violences volontaires en réunion sans incapacité ».

Depuis l'été, l'affaire Benalla, qui n'en finit pas d'empoisonner l'exécutif, a donné lieu à l'ouverture de cinq procédures judiciaires distinctes et de nombreux rebondissements. Il a été à plusieurs reprises interrogé par la commission d'enquête du Sénat et par la justice.

« On n'est pas dans une bataille rangée avec le Sénat. Le Premier ministre y retournera. Mais il ne pouvait pas ne rien faire »

UN CONSEILLER DU PREMIER MINISTRE

## REPÈRES

### Les précédents Jospin et Pompidou

► Un boycott des questions au gouvernement comme celui d'Édouard Philippe est rare. En avril 1998, le socialiste Lionel Jospin, trois jours après avoir déclaré, à la grande fureur des sénateurs, que le Sénat « où l'alternance n'est jamais possible » est une anomalie parmi les démocraties » a séché les questions.

► Entre 1962 et 1969, en raison de l'opposition entre le général de Gaulle et le président de la Haute assemblée, Gaston Monnerville, le gouvernement n'envoyait que des secrétaires d'État.

## QUESTIONS À

# « Notre décision n'est pas politique »

Jean-Pierre Sueur

Sénateur PS, co-auteur de la commission d'enquête sénatoriale

### Êtes-vous satisfait de la décision du bureau du Sénat ?

Cette décision est cohérente avec les conclusions de la Commission d'enquête parlementaire dont j'étais le co-rapporteur. Nous avons fait un travail important pour rechercher la vérité sur cette affaire Benalla, pour mettre à jour les dysfonctionnements. Nous avons dit dans une lettre qu'il nous paraissait nécessaire de saisir la justice. C'est ce qui a été fait.

### Que répondre à Benjamin Griveaux qui parle « d'instrumentalisation politique » ?

Je récusé ces accusations. Nous avons travaillé en totale indépendance. Nous avons publié un rapport qui n'a été contesté par personne. Je me sens insulté lorsqu'on m'accuse de faire de la politique. La réaction du Premier ministre Édouard Philippe me paraît d'autant plus incompréhensible que lui-même a beaucoup parlé de la nécessaire séparation des pouvoirs. Il se doit de respecter l'indépendance du Parlement. Le pompon, c'est la déclaration de Richard Ferrand, président de l'Assemblée nationale, qui refuse de se rendre à une manifestation avec Gérard

Larcher, président du Sénat. C'est absurde ! J'ajoute : ce n'est pas le Sénat qui a eu les comportements de M. Benalla, qui l'a laissé faire, ou qui a menti devant une enquête parlementaire après avoir prêté serment.



### Craignez-vous un retour de bâton de la part de l'Élysée lors de la prochaine réforme constitutionnelle ?

Je ne crains rien, pour la bonne raison que nous faisons notre travail. Notre décision n'est pas politique. Nous ne sommes en guerre contre personne. J'ai eu quelques illustrations de pressions diverses et variées au cours des derniers jours. Mais ces pressions étaient inutiles puisque je vois mal comment le bureau du Sénat aurait contredit un travail qui a été considéré comme sérieux.

Propos recueillis par Nino SUBIAZ